

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/AC.36/SR.11
13 juin 1952
ORIGINA: ANGLAIS

CONSEIL DE TUTELLE

COMITE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA ONZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,

le lundi 2 juin 1952, à 10 heures 30

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

20 JUN 1952

SOMMAIRE

- Projet de plan du rapport sur le développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle (T/AC.36/L.46) (suite)
- Plan des sections relatives aux différents Territoires (deuxième partie du rapport sur le développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle) (T/AC.36/L.54).
- Deuxième rapport du Comité du développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle sur l'état de ses travaux (T/AC.36/L.53)

PRESENTS :

<u>Président :</u>	M. de MARCHENA	République dominicaine
<u>Membres :</u>	M. LIEU YU-WAN	Chine
	M. STRONG	Etats-Unis d'Amérique
	M. THEOBALD	France
	M. MATHIESON	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. DEVAKUL	Thaïlande

Représentant d'une institution spécialisée :

M. JACOBY	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
-----------	--

Secrétariat :

M. HARRIS	Secrétaire du Comité
-----------	----------------------

PROJET DE PLAN DU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE (T/AC.36/L.46) (suite)

Le PRESIDENT invite M. JACOBY (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) à prendre place à la table du Comité.

M. JACOBY (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) prend place à la table du Comité.

M. JACOBY (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) déclare au Comité que le Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture s'intéresse vivement aux problèmes relatifs à la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés en général et dans les Territoires sous tutelle en particulier.

Lorsqu'il se trouvait à Genève, M. Jacoby a examiné, avec les experts de l'Organisation internationale du Travail, le premier projet de plan du rapport sur le développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle. Il n'est pas encore en mesure d'indiquer nettement au Comité la documentation qui sera incorporée au rapport, mais il semble que le plan correspond bien aux problèmes en cause et fournit un cadre satisfaisant.

Sur certains points, M. Jacoby désirerait recevoir des directives plus complètes du Comité. En premier lieu, il voudrait savoir si le Comité désire que la section A de la première partie comprenne des renseignements sur chaque Territoire sous tutelle ou se limite à un exposé général des principes. En second lieu, il aimerait savoir si le Comité désire traiter avec plus ou moins de détails les rubriques de la première partie, notamment la section A.3, et quelle importance relative il convient d'accorder aux diverses rubriques.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) estime que l'introduction du rapport doit être complète et bien documentée, mais qu'elle ne doit pas être trop longue. Ce serait une erreur de chercher à étudier les questions agraires qui se posent uniquement dans les Territoires sous tutelle. Il faut examiner ces questions dans le cadre des problèmes analogues qui se présentent dans les autres parties du monde. La collaboration de la FAO sera particulièrement précieuse, car elle dispose certainement de nombreux renseignements sur la situation de tous les pays dans ce domaine.

A propos de la première question de M. Jacoby, M. Mathieson estime que la

section A devrait exposer les principes généraux et les problèmes mondiaux, et donner des exemples pris non seulement dans les Territoires sous tutelle mais encore dans les autres pays qui se trouvent dans une situation analogue. En ce qui concerne sa deuxième question, la section A.3 devrait être une courte étude générale de la question, indiquant les différents systèmes en vigueur dans les divers Territoires sous tutelle et, s'il y a bien un système commun à plusieurs Territoires. Il est difficile de décider quelles sont les questions qui doivent être plus développées tant que le Comité n'aura pas examiné le projet du rapport. Le plan de rapport accorde la même importance aux sections A, B et C. Sa délégation estime que la section B, concernant les rapports qui existent entre le système foncier et l'utilisation des terres, est la plus importante et mériterait qu'on y insiste, si l'on doit faire des distinctions entre les différentes questions. Il serait très utile d'étudier les problèmes que soulève l'application de méthodes modernes d'utilisation des terres dans un régime foncier traditionnel.

Le PRESIDENT estime, comme le représentant du Royaume-Uni, que la section A devrait être un exposé de principes généraux, mais devrait également mettre en lumière les éléments comparables des problèmes.

M. LIEU YU-WAN (Chine) déclare qu'il y a toujours eu au Conseil de tutelle un conflit entre les Membres qui ne sont pas chargés d'administration et ceux qui administrent des Territoires. Les premiers sont d'avis que les terres doivent être rendues aux habitants autochtones et qu'il faut adopter des mesures législatives s'opposant à toute aliénation de ces terres à l'avenir, tandis que, selon les seconds, il faut tenir dûment compte des régimes fonciers du système tribal, qu'il est impossible d'abolir d'un seul coup et que l'on peut seulement remplacer graduellement. C'est pourquoi, si la FAO pouvait étudier le développement du système tribal et procéder à une analyse poussée de l'utilisation des terres et des régimes fonciers, elle apporterait une précieuse contribution aux débats du Conseil.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) accepte le plan général de la première partie que vient d'esquisser le représentant du Royaume-Uni. En ce qui concerne

la section A, elle devrait comprendre, lorsque la situation le justifiera et à titre d'illustration, des exemples pris dans les différents Territoires sous tutelle, ainsi que des indications sur les systèmes fondamentaux communs et sur les systèmes différents; toutefois, cette section devrait être consacrée principalement à une analyse générale des problèmes des Territoires sous tutelle. M. Strong est également d'avis que les détails de la rubrique A.3 devraient figurer dans la deuxième partie; la première partie contiendrait une description générale qui donnerait juste assez de détails pour la rendre intéressante. Il approuve l'idée de souligner les deux questions fondamentales, l'utilisation des terres et le régime foncier, et pense que la FAO pourrait éventuellement apporter quelque lumière sur les rapports qui existent entre elles.

M. JACOBY (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) remercie le Comité des directives qu'il lui a données. Bien qu'il ne puisse pas se prononcer définitivement sur la longueur du rapport, il estime, étant donné les questions que le Comité desire mettre en valeur, qu'il faudra consacrer au moins quarante pages aux sections A et B de la première partie.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) rappelle les difficultés devant lesquelles on s'est trouvé, lors de la discussion de la question de l'aliénation des terres, faute d'une définition exacte de cette expression. Il suggère que le représentant de la FAO pourrait considérer cette question.

Le PRESIDENT fait remarquer au Comité que les considérations d'ordre politique entreront en jeu lorsque ses conclusions seront examinées par le Conseil et par l'Assemblée générale, mais que la tâche principale du Comité consiste à étudier le développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle, en dehors de toutes considérations d'ordre politique ou autre.

M. JACOBY (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) déclare que le Directeur général de la FAO lui a demandé de concentrer ses efforts sur la section A, étant entendu que la section B serait examinée plus tard par le Comité en consultation avec la FAO. Puisqu'il croit comprendre maintenant que le Comité considère la section B comme la plus importante, il recommandera au Directeur général que cette section soit étudiée immédiatement en même temps que la section A.

PLAN DES SECTIONS RELATIVES AUX DIFFERENTS TERRITOIRES (DEUXIEME PARTIE DU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE) (T/AC.36/L.54)

M. MATHIESON (Royaume-Uni), présentant le projet de plan général de la deuxième partie, fait observer qu'il a établi ce projet en se référant particulièrement au Territoire sous tutelle du Tanganyika, mais qu'il peut également s'appliquer aux autres Territoires sous tutelle administrés par le Royaume-Uni. Il estime que cette partie devrait correspondre d'aussi près que possible à la disposition générale de la première partie. Il l'a donc divisée en quatre sections. Toutes les données nécessaires à la section A ont été puisées dans les documents préparés par le Secrétariat à la demande du Comité. Des documents analogues ont été préparés pour tous les Territoires, sauf la Somalie sous administration italienne. La section B servira de transition entre les sections A et C. Les documents relatifs au Tanganyika ont fourni de nombreuses données pour la section C, qui exigera donc un travail de rédaction plus important que pour les deux sections précédentes. M. Mathieson a ajouté la section D, car il estime utile de faire figurer dans le rapport un exposé général de la politique suivie dans chaque Territoire, et seule l'Autorité chargée de l'administration intéressée pourra faire cet exposé.

En réponse à une question du PRESIDENT, M. MATHIESON (Royaume-Uni) explique que la section C exposera les politiques et les problèmes actuels. La section D rappellera les principes suivis par l'Autorité chargée de l'administration dans ses plans de développement et exposera, si possible, en termes généraux de quelle façon ces principes seront appliqués à l'avenir.

En réponse à des questions de M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique), M. MATHIESON (Royaume-Uni) explique que la section A.3 contiendra un bref rapport concret sur la législation foncière, ainsi qu'il est indiqué au document T/A.36/L.12, et les mesures pratiques destinées à la mise en vigueur des lois seront décrites dans les sections B et C. La section D pourrait peut-être être laissée de côté jusqu'à ce que le Comité ait examiné le projet des sections A, B et C.

Les renvois aux documents ont seulement pour objet d'illustrer les grandes lignes du plan et ne couvrent pas toute la question.

En réponse à une question de M. JACOBY (Organisation pour l'alimentation

et l'agriculture) qui désire savoir si la section C doit comprendre certaines questions connexes telles que les politiques de crédit et les systèmes de vente, M. MATHIESON (Royaume-Uni) déclare que le domaine de la section C pourrait être presque illimité. Mais, à son avis, il conviendrait qu'il soit relativement restreint. Les questions telles que l'organisation de la vente sont conditionnées par les décisions prises antérieurement au sujet de l'utilisation des terres. Ces questions sont connexes, mais, sauf lorsqu'il existe à leur sujet une politique nettement définie qui peut influencer sur l'utilisation des terres, il n'est pas nécessaire de les examiner spécifiquement dans la section C. Ces questions pourraient être mentionnées dans la première partie.

M. LIU YU-WAN (Chine) n'est pas d'avis qu'il faille laisser en suspens la section D, car, lorsque le Conseil examinera les rapports annuels, il sera très utile qu'il soit saisi d'une déclaration générale de chaque Autorité chargée de l'administration au sujet de sa politique foncière. La section C pourrait être simplifiée afin d'éviter le double emploi, mais la section D devrait figurer dans le rapport.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) reconnaît l'avantage d'une brève déclaration de politique générale à la fin de la deuxième partie.

M. THEOBALD (France) approuve entièrement les grandes lignes du plan proposé par le représentant du Royaume-Uni pour la deuxième partie.

Il rappelle au Comité que la délégation française avait proposé que toutes les décisions sur l'utilisation des terres qui seraient signalées au Conseil au cours de chaque session devraient figurer dans une annexe au rapport.

Le PRÉSIDENT, parlant en sa qualité de représentant de la République Dominicaine, estime qu'une annexe détruirait l'équilibre du rapport. Il prie instamment le représentant de la France de ne pas insister pour le moment sur sa proposition.

Le Comité paraît en général d'accord pour admettre que la description des conditions qui règnent dans les autres Territoires sous tutelle doit suivre les grandes lignes proposées pour le Tanganyika.

Le Président demande si le Secrétariat pourrait rédiger la deuxième partie en collaboration avec la FAO.

M. HARRIS (Secrétariat) rappelle la déclaration de M. Aleksander, suivant laquelle le Secrétariat sera complètement pris par la session du Conseil de tutelle jusqu'au début d'août. Après cette date, il pourra recommencer à travailler pour le Comité.

Le Comité désire-t-il que la deuxième partie soit rédigée par la FAO, le Secrétariat, ou par les deux? Si le Comité désire que le Secrétariat rédige un projet de texte pour le Tanganyika, M. Harris aimerait voir préciser quelles matières doivent figurer dans la section 3 A, et quelles différences il doit y avoir avec la section B. En ce qui concerne la section C du document T/AC.36/L.54, dans quelle mesure doit-elle conserver les rubriques de la section C de la première partie du document T/AC.36/L.46.

M. MATHIESON (Royaume-Uni), parlant des différences que présentent les sections A3 et B, déclare qu'il existe deux documents distincts : T/AC.36/L.12, qui donne une description assez détaillée des dispositions législatives, et T/AC.36/L.17, qui décrit comment ces dispositions sont appliquées. Bien qu'il puisse y avoir double emploi dans une certaine mesure, il estime utile de conserver cette distinction.

En théorie, la section C devrait suivre les rubriques principales du chapitre C de la première partie, mais si on le faisait pour le Tanganyika, un travail supplémentaire considérable en résulterait. La section C pourrait traiter des mêmes questions générales que la section C de la première partie du document T/AC.36/L.46, avec certaines différences de territoire à territoire.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) est également d'avis que la section 3 A devrait comprendre un bref exposé des principales dispositions législatives, sans nécessairement comprendre le texte complet des lois, étant donné que la section B traiterait de leur application. Au sujet de la section C, il reconnaît avec le représentant du Royaume-Uni que les mêmes questions devraient être étudiées pour tous les territoires; toutefois, il ne serait ni utile, ni désirable de présenter les renseignements suivant une formule absolument rigide.

En ce qui concerne la question soulevée par le représentant de la FAO, M. Strong fait observer que la section 3 C de la première partie énumère un grand nombre de mesures. Le rapport serait trop long s'il examinait toutes les mesures dans le cas de chaque Territoire sous tutelle, mais au cas où certaines mesures s'appliqueraient particulièrement à la situation dans un territoire donné, il conviendrait d'en faire mention.

Il serait utile que le représentant de la FAO, qui sera sans doute très occupé par la rédaction de la première partie, donne cependant quelques conseils au Secrétariat au sujet de la deuxième partie.

Le PRESIDENT estime qu'il convient de laisser traiter le chapitre C avec une certaine souplesse.

Il demande au Secrétariat de préparer un document de travail où figureront les résolutions du Conseil au sujet des questions foncières, les observations des Autorités chargées de l'administration à ce sujet, les commentaires des Missions de visite et les observations des Autorités chargées de l'administration au sujet de ces derniers.

DEUXIEME RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE DU DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE (T/AC.36/L.53)

M. MATHIESON (Royaume-Uni), présentant le projet de rapport, fait observer qu'il a surtout pour objet d'indiquer au Conseil que le Comité n'a pas été à même d'achever ses travaux, car sa tâche s'est trouvée accrue à la suite de la résolution de l'Assemblée générale qui l'invite à consulter les institutions spécialisées.

Deux points de détail ont besoin d'être modifiés. On pourrait faire figurer maintenant dans le troisième paragraphe de la page 3 (texte anglais) les études et les programmes entrepris par l'UNESCO; d'autre part, le premier paragraphe de la page 4 (texte anglais) devrait être remanié en fonction de la discussion qui a eu lieu au cours de la séance. M. Mathieson propose que, comme dans le cas du plan principal (T/AC.36/L.46), le plan de la deuxième partie ne soit pas annexé au rapport, mais simplement communiqué aux membres comme document du Comité.

M. HARRIS (Secrétariat) fait observer que, depuis que le rapport a été rédigé, la délégation de l'Australie a soumis les renseignements qui ont été demandés pour les Territoires de Nauru et de la Nouvelle-Guinée au sujet de l'utilisation des terres. Les seuls documents dont on ne dispose pas encore sont ceux ayant trait à la Somalie sous administration italienne et au Samoa occidental.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) trouve le rapport tout à fait satisfaisant, sauf en ce qui concerne une question de forme d'ailleurs secondaire. Il n'aime pas l'expression "se contenter" (rest content) figurant à la page 4 du texte anglais, étant donné que le Comité n'a pas pu pousser plus loin ses travaux par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) propose que la phrase à laquelle se réfère le représentant des Etats-Unis soit modifiée comme suit : "Dans ces conditions, le Comité ne peut que soumettre au Conseil un nouveau rapport sur l'état des travaux" (Traduction non officielle).

Il en est ainsi décidé.

Aucune objection n'ayant été formulée, le Président déclare que le projet de rapport ainsi amendé est adopté.

La séance est levée à 12 heures 15.
